



CLASSIQUES
GARNIER

ETNER (François), « Avant-propos », *Catholiques et Économistes. Leurs controverses depuis la Révolution*, p. 9-12

DOI : [10.48611/isbn.978-2-406-12949-3.p.0009](https://doi.org/10.48611/isbn.978-2-406-12949-3.p.0009)

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2022. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

AVANT-PROPOS

Économistes et catholiques ont eu deux interprétations opposées de la révolution de 1789. Pour les économistes, elle ouvrait une ère de liberté et de justice ; la Raison allait guider le monde, la tolérance prévaudrait, la science apporterait le progrès. Pour les catholiques, la Révolution continuait l'œuvre de destruction commencée avec la Réforme et continuée par la philosophie des Lumières, d'où un système politique, social et économique absolument contraire aux Évangiles. Les premiers économistes que nous présenterons auront souvent participé activement à la Révolution, alors que leurs premiers opposants, parmi les auteurs catholiques, auront subi des spoliations familiales, parfois même l'exil. Au début du XIX^e siècle, quand la science économique se met en place en France, les catholiques ont donc de bonnes raisons de s'opposer à ses doctrines comme à ses analyses. Ils dénoncent une science venue de l'Angleterre protestante, hostile ou indifférente à la vraie religion, et faisant de l'accumulation des richesses le seul but de notre séjour terrestre.

Je veux analyser les jugements catholiques sur la science économique et les réponses qu'ils ont suscitées du côté des économistes, après la Révolution et jusqu'à nos jours. Mais de quels catholiques précisément s'agira-t-il ? Il faut le préciser parce que, pendant longtemps, tout le monde ou presque est plus ou moins catholique en France. Les écrivains, les philosophes et les économistes sont rarement non baptisés et mariés en dehors de l'Église. Parmi tous les auteurs catholiques, distinguons par commodité les *relativistes* et les autres, que l'on pourrait qualifier d'*absolutistes*. Ces deux termes ne qualifient pas l'intensité de la foi ou de la pratique religieuse, d'autant que ces informations sont souvent manquantes. Ils correspondent à une distinction plus objective : un catholique est *absolutiste* s'il s'exprime toujours en tant que catholique, c'est-à-dire avec des références religieuses explicites, même quand il envisage des questions économiques. Il est *relativiste* dans le cas contraire, c'est-à-dire

quand il met sa foi entre parenthèses dans ses raisonnements économiques. Dans ce sens, au moins jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les économistes ne sont *jamais* des catholiques *absolutistes*. Ils sont parfois protestants ou libres penseurs, et parfois catholiques *relativistes*. Inversement, quand un catholique invoque fortement sa foi pour s'adresser aux économistes, c'est *toujours* pour s'opposer à leur discipline.

Pendant longtemps, des catholiques *absolutistes* s'opposent donc à la science économique en reprenant l'hostilité initiale contre la modernité. Depuis les années 1830, certains ajoutent un argument à leur réquisitoire : le capitalisme, et donc la science économique, aurait impliqué l'extrême misère de la classe ouvrière, matérielle et morale, et l'immoralité des classes possédantes. Les socialistes et certains catholiques partagent alors la même animosité contre la science économique ; plus précisément, disent-ils, contre la *prétendue* science des seuls économistes libéraux. Catholiques et socialistes expriment aussi, parfois, la même admiration explicite pour ce qu'aurait été véritablement l'enseignement du Christ. Cette connivence entre socialistes et catholiques cesse après 1848, quand les catholiques, majoritairement, rejoignent le parti de l'Ordre.

Jusqu'à quand les confrontations entre catholiques et économistes invoquent-elles directement la Révolution et les Droits de l'homme, en leur imputant le système social, politique et économique qui en aurait résulté ? Environ jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Après, les élites catholiques se rallient à la République, par réalisme ou par conviction, et conformément aux nouvelles prescriptions du Pape. Beaucoup continuent de contester le pouvoir politique, mais comme le feraient d'autres opposants, pas nécessairement en rêvant de restaurer un ordre ancien. Les catholiques *absolutistes* ne deviennent pas pour autant des admirateurs de la science économique. Ils l'associent toujours, et peut-être à juste titre, au libéralisme, à l'individualisme et à la misère. Un objectif va alors les occuper désormais, et parfois jusqu'à nos jours : inventer une *troisième voie* entre le libéralisme et le socialisme. L'idéal corporatiste apparaît comme la principale réponse catholique à cette interrogation. Le thème séduit les « catholiques sociaux » comme la plupart des intellectuels catholiques, d'autant que le Pape lui-même encourage le mouvement. Quant aux économistes, ils sont tous hostiles à la restauration des corporations, excepté quelques universitaires explicitement catholiques. Après la défaite de 1940, le maréchal Pétain affirme son adhésion au projet corporatiste,

d'où la *Charte du travail* proclamée un an plus tard. Depuis la Libération, il devient donc impossible de continuer de se référer à la corporation. Pourtant, les schémas corporatistes progressent dans les faits et l'idée corporatiste se retrouve dans la *participation* des gaullistes de gauche comme dans l'*autogestion* des socialistes antitotalitaires ; des militants catholiques sont les plus actifs dans ces deux tendances politiques.

Jusqu'à quand certains catholiques, au sein des élites, s'opposent-ils à la science économique au nom de leur foi ? Assurément jusqu'à la seconde guerre mondiale, mais après ? Je viens d'évoquer la contestation de la société capitaliste, la recherche d'une troisième voie par des « catholiques sociaux » que l'on appelle désormais des « chrétiens de gauche ». Mais il faudrait distinguer entre la contestation d'une société et la contestation de la science économique. Ce serait d'autant plus difficile que, depuis la seconde guerre mondiale, l'affirmation de la foi devient rare dans les débats publics. Symétriquement, les économistes se considèrent de plus en plus comme des savants disposant de méthodes scientifiques spécifiques ; leurs publications ne concernent plus jamais l'économie de marché d'une façon globale, ses mérites, ses inconvénients, son histoire et son avenir.

Quels sont les auteurs que je m'appête à considérer ? Tous seront Français, sauf quelques rares étrangers participant à leurs débats. Mes économistes seront par définition désignés comme tels par leurs contemporains ; publiant dans des revues spécialisées, ils seront par exemple professeurs d'économie dans de bonnes institutions universitaires. Quant aux auteurs catholiques, je privilégierai *d'abord* ceux que les économistes citeront le plus souvent, en bien ou en mal, et *ensuite* ceux qui me sembleront particulièrement éminents aux yeux de leurs contemporains, par exemple au sein de l'Académie des sciences morales et politique ou dans des instituts supérieurs catholiques.

Enfin, pourquoi s'intéresser à des débats plutôt anciens, d'autant que leurs niveaux philosophiques ou scientifiques ne s'avèrent pas toujours éblouissants ?

Ces débats montrent au moins une étonnante permanence des critiques catholiques contre le capitalisme pendant plus de deux siècles, comme si ce système économique n'avait pas changé entre les XIX^e et XXI^e siècles.

Ces débats révèlent aussi le côté très anticlérical des économistes d'autrefois en France. Ce côté est étonnant, parce que l'anticléricalisme

est associé à la gauche socialisante, alors que les économistes étaient du bord opposé.

Il existe une autre raison de s'intéresser aux rapports entre les catholiques et les économistes. Des enquêtes menées depuis une vingtaine d'années montrent que les économistes sont beaucoup moins influents en France qu'en Angleterre et aux États-Unis. Je crois que la religion explique une partie de ce résultat, plus précisément la longue et profonde hostilité des élites catholiques françaises à la science économique et à l'économie de marché. Il est vraisemblable qu'il en reste quelque chose, même dans un pays de moins en moins catholique.